

=====
Nous publions ci-dessous le projet de programme d'action élaboré par la Commission du programme et le BP de la Ligue, après discussion au C.C.

Nous demandons à tous les groupes de l'examiner sans délai et de nous faire parvenir leurs remarques.

====

I

POUR SORTIR DE LA CRISE.

Dirigée par la grande bourgeoisie, la France sombre dans la décomposition du monde capitaliste. Dans les couches dirigeantes de la société, dans toutes les institutions du régime, les scandales pullulent. En bas, c'est le chômage grandissant pour les ouvriers, la ruine pour les petits paysans et les artisans, la misère accrue pour tous les exploités.

Le capitalisme a fait faillite. Pour sortir de cette situation en conservant leur hégémonie sur la nation travailleuse, les banqueroutiers n'ont qu'un plan: encore plus de misère pour les masses laborieuses, suppression des réformes, mêmes les plus modestes, suppression du régime démocratique.

Le talon de fer du fascisme est devenu l'argument suprême du capitalisme aux abois. L'exemple de l'Italie et de l'Allemagne montre l'abîme dans lequel est fatalement précipité la classe ouvrière quand elle succombe sous les coups du fascisme.

Et ce n'est pas encore le dernier mot du capitalisme pourrissant; lorsqu'il a bztu l'ennemi à l'intérieur, chaque impérialisme veut s'étendre à l'extérieur. Le capitalisme prépare une nouvelle guerre. Celle-ci, plus formidable que la précédente, équivaldrait à l'extermination d'une partie considérable de l'humanité. La nation française, dont le chiffre de la population stagne depuis des années, n'y échapperait pas!

Les travailleurs doivent s'opposer au plan de la bourgeoisie!

Pour sauver la société capitaliste, la bourgeoisie doit résoudre le problème monétaire. Les exploités se divisent en partisans de l'inflation et partisans de la déflation. Mais cette division n'a rien d'absolu. Aujourd'hui ce sont les partisans de la déflation qui l'emportent. La déflation, c'est à dire les économies grâce aux diminutions de salaires, au développement du chômage, à l'accentuation de la crise, et à la ruine des paysans et de la petite bourgeoisie des villes.

Ce n'est qu'une première étape dans le plan de la bourgeoisie. Les capitalistes n'hésiteront pas demain, l'exemple de l'Allemagne hitlérienne le prouve, à passer à l'autre méthode, l'inflation, c'est à dire la hausse du cout de la vie, l'avalissement des salaires, l'expropriation de la petite bourgeoisie, pour conserver leur régime et leurs profits.

Le choix entre l'inflation et la déflation ne serait pour les classes exploitées qu'un choix entre les différents instruments avec lesquels les exploités s'apprentent à leur couper la gorge!

A la réalisation de ce plan de la bourgeoisie, les exploités doi-

vent s'opposer avec une énergie farouche! Au programme de "déflation" des moyens d'existence des travailleurs, ceux-ci doivent opposer leur programme de réorganisation complète des rapports sociaux, de "déflation" totale des privilèges et des profits de la bande d'oustricards et de staviscrates qui dirigent la nation! C'est seulement dans cette voie que l'on pourra sortir du borbier ou le capitalisme l'a enlisée.

COMMENT Y PARVENIR ?

Pour liquider la faillite de la société capitaliste et pour en rebâtir une nouvelle, il faut d'abord établir le bilan de cette faillite, dresser l'inventaire des recettes et des dépenses de toutes les classes, de toutes les couches sociales.

En ce qui concerne le prolétariat, ce n'est pas difficile: les salaires sont fixés dans les livres de compatibilité capitalistes. Quant aux dépenses, les petits commerçants des quartiers ouvriers les contrôlent de semaine en semaine. Les revenus et les dépenses des paysans, des artisans, des petits commerçants, des petits fonctionnaires ne sont également un secret pour personne. Par les crédits hypothécaires, les banques doivent évaluer très exactement la ruine sans cesse croissante de la paysannerie.

Il n'y a que les classes exploiteuses et dirigeantes qui gardent jalousement leurs secrets. Elles se sont approprié les 9/10^e des richesses nationales, et n'en rendent jamais compte. Ces procédés de "maffia" exploiteuse se couvrent du sacro-saint "secret commercial". C'est un prétexte qui sert à dissimuler aux travailleurs toutes les affaires industrielles, commerciales et bancaires à la Stavisky qui s'abritent du manteau de l'économie nationale.

A bas le "secret commercial". Ceux qui demandent au peuple de sacrifices pour rénover leur économie, c'est à dire leurs escroqueries, doivent commencer par lui présenter leurs livres de comptabilité, tous leurs talons de chèques.

Nous disons: Contrôle ouvrier et paysans sur les banques, l'industrie et le commerce.

La démocratie bourgeoise donnait encore aux masses laborieuses une apparence de contrôle politique sur ses dirigeants par le bulletin de vote. La bourgeoisie l'a permis tant que cela ne pouvait pas lui être luisible. Mais elle n'a jamais permis l'ombre même d'un contrôle sur sa gestion économique qui finit dans la banqueroute la plus désastreuse. L'actionnaire parasite a le droit de savoir comment fonctionne l'entreprise qui l'enrichit; le producteur exploité n'a qu'à obéir et se taire. Il n'est qu'une partie de l'outil.

Non, les travailleurs veulent connaître toutes les pièces de la machine. Eux seuls peuvent juger son fonctionnement. A l'autorité d'en haut, imposons le contrôle rigoureux d'en bas.

Les comités d'usines, les comités de paysans, les comités de petits fonctionnaires d'Etat, les comités d'employés, pourraient, avec l'aide de techniciens honnêtes, d'ingénieurs, de comptables dévoués au peuple travailleur, fort bien démêler les "secrets commerciaux" des exploiteurs.

Que démontrerait ce contrôle du peuple travailleur?

A QUELLES MESURES CONDUIRAIT-IL?

1) Le contrôle démontrerait sans peine que le niveau des forces productives permet dès aujourd'hui l'introduction de la semaine de 40 heures tout en augmentant les salaires au détriment, certes, des magnats du Comité des

Forges et du Comité des Moullères, des dynasties des Rothschild, des Pinard et des Schneider, des Oustric, des Stavisky et autres habitués des Frollic's, ainsi que des politiciens à leur solde, mais au grand avantage matériel et moral du peuple travailleur.

Le contrôle démontrerait que ce sont les banques qui dirigent effectivement toute l'économie nationale. Le revenu national pourrait être doublé, si le peuple travailleur s'empare des banques et commence à diriger par leur intermédiaire l'industrie, les transports, le commerce, non dans l'intérêt de cliques privilégiées, mais dans celui du peuple tout entier.

Pour lutter contre le fléau du chômage qui frappe des millions de travailleurs et surtout la jeunesse ouvrière, la semaine de 40 heures devrait être complétée par un congé annuel de 15 jours pour tous les travailleurs, et par la constitution d'un véritable système d'assurances sociales, qui assurerait à tout travailleur à partir de 50 ans une retraite, lui permettant de vivre. Toutes ces mesures permettraient à la collectivité d'im-

poser

l'obligation du travail pour tous.

Seules ces mesures abattraient les barrières dressées à son profit par le capitalisme entre les diverses catégories de travailleurs, entre l'ouvrier français et l'ouvrier immigré, entre l'homme et la femme, entre l'adulte et le jeune.

2) La nationalisation des banques, des industries clés, des assurances, des moyens de transports (Chemin de fer, bateaux) est la condition préalable d'une économie dirigée vers le bien-être général.

Dans la situation actuelle cette nationalisation doit se faire bien entendu, sans aucune indemnisation des grands capitalistes qui se sont enrichis en saignant le peuple pendant des années et des années et dont la gestion s'achève en une banqueroute frauduleuse.

3° Mais la nationalisation des moyens de production et de circulation les plus importants ne signifie-t-elle pas nécessairement la mort des petites entreprises paysannes, artisanes et commerciales? Nullement et d'aucune façon.

L'économie dirigée se basant sur les grandes richesses accumulées par les banques, les trusts, les sociétés anonymes, les holdings, etc... pourrait établir un plan de production et de distribution tel que les petits producteurs privés puissent recevoir des commandes directes de la part de l'Etat, ainsi que des matières premières et des crédits aux conditions les plus favorables. En ~~beneficiaries~~ bénéficierait en particulier la paysannerie, sous forme de machines agricoles et d'engrais bon-marchés.

4° Pour les articles d'exportation qui jouent un rôle si important en France, le monopole du commerce extérieur pourrait donner aux artisans des avantages inappréciables à condition que l'intermédiaire entre le marché mondial et les producteurs français (c'est à dire l'Etat) devienne l'instrument docile dans les mains des travailleurs.

5° La paysannerie constitue à peu près la moitié de la population française. Le nouvel Etat qu'il faut créer, doit se baser aussi bien sur les ouvriers des villes et des campagnes que sur les paysans exploités. Notre programme qui est celui de la classe ouvrière veut répondre honnêtement et fraternellement aux besoins des revendications de la grande masse rurale.

6° La population rurale est loin d'être homogène. La classe dirigeant-

te et ses savants serviteurs, cachent soigneusement le fait qu'une petite minorité a accaparé une très importante partie de la propriété foncière et concentre dans ses mains les meilleurs moyens de production agricole (machines, tracteurs, cheptel, etc...) sans parler des facilités de crédit. Cette couche privilégiée des campagnes n'est qu'une partie de la classe exploiteuse.

Pour les ouvriers agricoles nous voulons les mêmes droits qu'aux ouvriers des villes: application des lois qui régissent les travailleurs des villes aux travailleurs des campagnes en ce qui concerne:

contrats de travail, journée de travail et repos hebdomadaire, assurances sociales, assurance chômage, législation prudhomme et, d'une façon générale, au fur et à mesure de son extension la législation du travail doit s'appliquer aux ouvriers agricoles.

6° Nous affirmons nettement que notre but définitif est la collectivisation de l'agriculture, aussi bien que de l'industrie, comme formes supérieures du progrès.

Mais de la part du prolétariat, il ne peut s'agir que de faciliter l'évolution vers ce but, non de le forcer. Le prolétariat ne veut ou ne peut rien imposer à la paysannerie, comme le fait la bourgeoisie de toutes les couleurs; il ne s'agit de notre part que de propositions qui ~~devraient~~ devraient être complétées, corrigées, élargies par l'expérience commune des deux classes également opprimées par les exploiters capitalistes.

Nous proposons immédiatement la réalisation des mesures suivantes:

a) Abolition de l'esclavage des métayers à l'égard de leur hobereaux modernes. Remise obligatoire en fermage aux métayers des biens ayant fait l'objet du métayage.

b) suppression des fermiers généraux.

révision des baux en cours par des comités de paysans travailleurs élus par département.

c) révision des hypothèques avec abatement de crise; institution d'un moratoire. Arrêt de toutes poursuites et saisie.

d) extension du droit de posséder aux syndicats agricoles développement des coopératives de production par des crédits de l'Etat.

e) extirpation des terres incultes et des grands domaines en faveur de l'exploitation collective, coopérative et des petites exploitations paysannes.

7). Réorganisation de l'administration par ceux qui y travaillent.

Les petits fonctionnaires sont exploités par une bande de fonctionnaires corrompus, vénaux, qui tuilent leurs fonctions pour permettre aux possédants de gruger davantage encore les travailleurs.

Il faut porter le fer rouge dans l'administration. Avec la collaboration de tous les exploités, les petits fonctionnaires opèreront la transformation nécessaire pour leur substituer de véritables services sociaux par la masse des travailleurs.

8) Réduction massive des dépenses de guerre et de police.

Les travailleurs mobilisés dans les armées de terre et de mer doivent conserver leurs droits politiques. Ils se feront représenter par des comités de soldats élus dans les assemblées de travailleurs.

Licenciement des officiers et sous-officiers réactionnaires et fascistes, instruments de coup d'Etat.

8) Abolition des traités impérialistes, et droit des nationalités opprimées (Alsace Lorraine, colonies) à disposer d'elles mêmes. Pas de diplomatie secrète!

Pour pouvoir transformer la société, il faut en premier lieu la préserver de la guerre: c'est pourquoi il faut en arracher le gouvernail des mains de l'impérialisme rapace en France comme dans les autres pays. C'est le prolétariat français qui peut et doit donner l'exemple.

La victoire des ouvriers et des paysans ~~francophones~~ pauvres en France aurait immédiatement des répercussions décisives dans l'Europe subjuguée par le traité de Versailles, et dans le monde entier où l'impérialisme français exploite férocement les peuples coloniaux.

La SDN masque simplement les intrigues impérialistes.

Dans le vieux continent européen ensanglanté, divisé, militarisé, et menacé de la ruine totale, il faudra instaurer les Etats-Unis des ouvriers et des paysans d'Europe, une fédération fraternelle des peuples soviétiques.

COMMENT METTRE EN APPLICATION CES MESURES ?

Toutes ces grandes mesures ne peuvent être mises en application par l'initiative privée. C'est le pouvoir d'Etat qui est le gouvernail de l'économie, de la politique et de la culture nationale. ~~Qui~~ qui tient dans ses mains le gouvernail ? Toute la question est là.

Dans la question du pouvoir la bourgeoisie a également un plan qu'elle commence à réaliser: élimination des droits des institutions démocratiques élues (parlement, communes) et même suppression complète de celles-ci, car la pression populaire s'y fait sentir même d'une façon déformée.

La bourgeoisie concentre le pouvoir exécutif entre les mains de quelques hommes imposant leurs décisions au moyen d'un appareil administratif, militaire et policier, brutal, incontrôlé et couteux.

Ce plan bourgeois d'"Etat fort" dirigé contre les exploités doit être épatoyablement battu en brèche par les masses travailleuses.

Ce sont les masses laborieuses seules qui, prenant leur sort dans leurs propres mains, peuvent dans un puissant élan révolutionnaire, avec une énergie farouche et une volonté de fer, créer le pouvoir fort nécessaire pour sauver la société de la pourriture qui à gagne de plus en plus.

C'est grâce au peuple exploité que, jadis s'instaura le gouvernement de la Montagne, le plus fort que la France ait jamais connu, pour sortir la société d'une crise sociale extrêmement profonde. C'est encore le peuple exploité qui, il y a 17 ans, instaurant son pouvoir soviétique, sauva la Russie de la décomposition complète.

Il s'agit de remplacer l'Etat capitaliste par l'Etat prolétarien, ouvrier et paysan. Cet Etat ne peut être créé tant que le prolétariat reste passif, divisé, et isolé par sa faiblesse, de la classe paysanne. Il s'agit d'imposer à ce pays la domination du peuple travailleur. La réaction effraye les paysans par le spectre de la dictature du prolétariat en assimilant celle-ci à l'assujettissement des paysans aux ouvriers.

On se sert des exemples d'ailleurs dégommés, de la Russie soviétique; on oublie, et pas par hasard, qu'il s'agissait là bas d'un pays très pauvre et très arriéré. La France est de beaucoup plus riche et plus civilisé. Elle n'est nullement obligée de répéter aveuglément les faits et gestes de nos frères d'Orient, les ouvriers et paysans russes.

Nous devons nous servir de leur expérience pour éviter leurs fautes. Nous devons et nous voulons agir en conformité avec les conditions réelles de notre pays. La dictature du prolétariat ne peut être réalisée en France autrement que sous la forme d'une alliance étroite sur la base d'un programme clair et précis entre le prolétariat et les paysans exploités. C'est le prolétariat qui doit le comprendre en premier lieu.

D'autre part, les paysans les plus conscients doivent comprendre et faire comprendre à leurs frères de misère que ce sont les villes et surtout la capitale qui sont le centre des forces politiques et du pouvoir étatique. La paysannerie est éparpillée; c'est une des raisons de son impuissance politique malgré son nombre et son importance dans la production. Les paysans ne peuvent accéder au pouvoir autrement qu'en faisant cause commune avec les ouvriers contre la bourgeoisie. La dictature du prolétariat ne peut se réaliser en France autrement que sous la forme de la Commune ouvrière et paysanne.

A Las le parlement pourri! A Bas la présidence de la République!

Nous proposons immédiatement comme l'ont fait la Convention et la Commune de Paris, une assemblée unique, concentrant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus au suffrage universel par tous les travailleurs groupés, dans des comités locaux; depuis l'âge de 18 ans, sans distinction de sexe et ni de nationalité. Ils seraient constamment révocables par leurs mandants et recevraient pendant le temps de leur mandat le traitement d'un ouvrier qualifié.

LA LUTTE POUR LA COMMUNE OUVRIÈRE ET PAYSANNE :

L'alliance de la paysannerie et de la classe ouvrière ne s'obtiendra que si la classe ouvrière montre à l'ensemble de la nation travailleuse sa force, sa décision et sa capacité de réaliser ce programme. Pour cela il faut en premier lieu créer des conditions pour l'Unité d'action.

La division des travailleurs en différents partis a de profondes raisons historiques; s'entêter à ce sujet ne sert à rien. Mais cette division n'exclut pas l'action et même l'organisation commune de l'action pour des buts immédiats. Au contraire, elle l'impose.

Sur le terrain syndical, elle n'a pas de raison d'exister.

L'Alliance Ouvrière des partis et syndicats ouvriers, indépendamment de leurs tendances, en vue de coordonner à chaque instant la résistance de la classe ouvrière à l'offensive de la réaction, par la défense des positions et des droits acquis du prolétariat, doit se constituer sans tarder du haut en bas, et englober toutes les ~~forces~~ forces des travailleurs.

Un Comité National de l'Alliance Ouvrière, des comités régionaux, et des comités locaux où les organisations existantes collaboreraient pour

y assurer la représentation de toutes les couches ouvrières sur le lieu de travail, le terrain le plus solide de la résistance ouvrière. Création de comités d'entreprises, de comités de casernes, de comités paysans, élus par tous les travailleurs.

L'impulsion donnée par ces comités d'alliance ouvrière, leur autorité auprès des masses, inciteraient les couches travailleuses des campagnes à s'organiser dans des comités paysans. Pour renforcer la lutte des uns et des autres, des comités ouvriers établissent une étroite liaison avec les comités paysans, constitués comme organes de défense commune contre le fascisme, ces comités d'Alliance ouvrière et ces comités paysans se transforment dans le cours de la lutte en organes d'exécution du pouvoir des ouvriers et des paysans.

LA BOURGEOISIE NE S'INCLINERA JAMAIS DE BON GRE

La bourgeoisie ne consentira jamais de bon gré aux mesures qui peuvent sortir la société du borbier. Elle veut conserver tous ses privilèges, et pour les défendre, elle commence à employer les bandes fascistes contre les exploités qui élèveront de telles prétentions, comme elle use de violence contre les travailleurs qui manifestent pour leurs salaires, leurs traitements, leurs pensions, qui font grève pour défendre leurs conditions d'existence.

Désormais la question de la répartition des charges, la bourgeoisie n'aura plus la force de la résoudre à son profit autrement que par les armes. Les exploités doivent donc se défendre.

Or, tandis que les bandes réactionnaires s'organisent militairement et s'arment, la classe ouvrière ne dispose pas encore pour ~~xxxxx~~ ~~xxxxxxx~~ sa défense d'organisations entraînées pour le combat. Persister dans cet état ce serait vouer le nombre à succomber devant l'organisation.

Si le peuple reste désarmé, les exploités aux abois lui imposeront leur plan par phases successives.

Notre mot d'ordre n'est pas le désarmement des bandes du capital financier par la police du capital financier. Nous nous refusons à semer l'illusion criminelle qu'un gouvernement capitaliste puisse réellement procéder au désarmement des bandes du capitalisme. Les exploités doivent se défendre contre les fascistes. Notre mot d'ordre est:

ARMEMENT DU PROLETARIAT : ARMEMENT DES PAYSANS PAUVRES MILICE ANTIFASCISTE DU PEUPLE

C'est seulement si les travailleurs sont armés que les exploités qui ne sont qu'une infime minorité de nation, reculeront devant le déclenchement de la guerre civile et que les bandes fascistes et réactionnaires perdront de leur audace.

C'est seulement si les travailleurs montrent une telle disposition dans le combat que la plus grande partie des soldats et des marins, enfants du peuple travailleur à qui notre propagande doit inlassablement rappeler leurs origines et leur devoir de classe, seront gagnés à la cause des travailleurs et dans les luttes décisives vers lesquelles nous allons, prendront fait et cause pour la masse des ouvriers contre les officiers réactionnaires et fascistes qui voudraient employer pour écraser dans le sang les masses travailleuses

LA TACHE EST ENORME - MAIS C'EST LA SEULE VOIE DE SALUT

Nous, bolchéviks-léninistes (Ligue Communiste) sommes persuadés que les vieux partis se réclamant du prolétariat se sont avérés incapables, non seulement de résoudre cette tâche, mais de la poser d'une manière juste. Dans l'expérience allemande, le prolétariat mondial vient d'en payer chèrement l'enseignement.

C'est pourquoi nous croyons nécessaire un regroupement radical de l'avant-garde prolétarienne sur les bases de Marx et de Lénine. Cela exige la création d'une nouvelle Internationale, qui serait à la hauteur des tâches historiques de cette époque. Nous proclamons ouvertement nos idées et nos plans.

En ~~même~~ même temps, nous sommes prêts à collaborer avec toute organisation ouvrière qui se met à l'oeuvre; pour l'alliance ouvrière, nous proposons ce programme d'action; nous sommes prêts à collaborer à tout pas pratique en direction de ce programme.

Nous ne considérons pas ce programme comme une base intangible: nous sommes prêts à discuter d'autres propositions orientées dans le même sens.

Ce qu'il faut créer sans délai, c'est le terrain sur lequel toutes les organisations ouvrières puissent se rencontrer pour ~~se~~ discuter, décider et agir en commun. C'est cela que signifie l'Alliance Ouvrière.

OUVRIERS, PAYSANS, FONCTIONNAIRES, PETITS COMMERÇANTS, EXPLOITÉS DE TOUTES CONDITIONS,

La société, qui ne subsiste que par votre travail, se décompose parce que la bourgeoisie dominante ne veut céder aucun de ses privilèges odieux. Pour les conserver, la bourgeoisie dresse des bandes menaçant votre existence.

Le 12 février, vous avez manifesté votre puissance et votre volonté de ne pas subir sa violence. Pour réaliser votre force, pour défendre votre droit à l'existence, pour ne plus travailler et enrichir une minorité d'exploiteurs sans vergogne, préparez votre révolution, joignez-vous à l'action de la Ligue Communiste.

PAR LE CONTRÔLE OUVRIER ET PAYSAN, PAR L'ALLIANCE OUVRIÈRE,
PAR L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT, PAR LA MILICE ANTIFASCISTE DU PEUPLE,
EN AVANT VERS LA COMMUNE OUVRIÈRE ET PAYSANNE.